

mesure les hausses de prix sont injustifiées et de prendre les mesures appropriées pour diminuer ces prix en conséquence.»

[Français]

Ce qui veut dire, en bon français, que les membres du Nouveau parti démocratique favorisent l'établissement d'une commission de «contrôle» des prix, comme nous l'avons connue pendant la guerre, en 1942, 1943 et 1944.

Monsieur l'Orateur, le «contrôle» des prix veut dire le «contrôle» des salaires, le «contrôle» de la production, le «contrôle» de la consommation, le «contrôle» de l'individu par l'État, et c'est pourquoi, ce soir, lorsque la question sera mise aux voix, nous voterons contre l'illogisme du Nouveau parti démocratique ou socialiste canadien.

Monsieur l'Orateur, c'est certainement un encouragement au marché noir, qu'on préconise. Quand le parti CCF ou le Nouveau parti démocratique dit que pendant la guerre on a bénéficié de la Commission des prix ou du «contrôle» des prix, je dis, à ce moment-là, que nous avons assisté—et j'en ai eu personnellement connaissance—au marché noir canadien. Nous pouvions obtenir des marchandises avec les petits bons du gouvernement, petits bons qui ne tenaient pas compte des besoins de la personne humaine et de la population. De plus, grâce aux timbres d'achat, à ces petits bons, nous pouvions obtenir sur le marché noir, en payant plus cher, n'importe quelle sorte de marchandise que nous voulions et que nous désirions. C'est cette politique que les membres du Nouveau parti démocratique voudraient présentement implanter au Canada. Monsieur l'Orateur, cela ne colle pas chez les Canadiens, et les membres du Nouveau parti démocratique le savent.

**Une voix:** C'est le vieux parti CCF qui le cherche.

[Traduction]

**M. Winch:** Pas à Québec.

**M. Caouette:** Non, pas à Québec ni ailleurs. Ils ont changé leur programme une quinzaine de fois en dix ans. Ils ne savent pas où ils vont.

**M. Boulanger:** Ils ont changé leur programme.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, tant et aussi longtemps que le système dans lequel nous vivons sera respecté, adulé et même adoré par certains, il est impossible de combattre la hausse du coût de la vie et impossible de contenir l'inflation. Quand on augmente les salaires d'une part, les salaires entrent dans le prix de revient des marchandises. Je suis dans le commerce de l'automobile; j'ai des

mécaniciens à mon service. Si je les paie \$2.25 l'heure et que je «charge» \$4.00 l'heure au client pour travailler sur les automobiles, bref, si je dois augmenter le salaire de mes employés de 50c. l'heure, naturellement je devrai demander 50c. et peut-être 75c. l'heure de plus au client ou au consommateur qui requiert les services de mon établissement. Cela parle tout seul.

Cela existe dans le commerce; cela existe dans n'importe quoi. Les salaires entrent dans le prix de revient des marchandises. Quand on voit une augmentation de salaire de 25c. à 50c. l'heure, bref, s'il y a augmentation, au prix de détail, de 60 à 65c. pour un article qu'on payait 60 ou 65c. de moins auparavant, il n'y a pas d'augmentation du pouvoir d'achat chez le peuple à ce moment-là. Mais il y a de l'inflation par exemple.

Cette inflation est due à quoi? Au système qui exige toujours que l'industriel, le commerçant, l'employeur prenne des décisions ou paie davantage des salaires et doive augmenter, par le fait même, le coût de sa production.

Monsieur l'Orateur, ceci veut dire exactement que c'est l'exemple d'un chat qui court après sa queue. Il court en rond, il court en rond, il court en rond. Augmentation des salaires, augmentation des prix; augmentation des prix, augmentation des salaires, et ainsi de suite. On tourne en rond comme cela depuis bientôt 25 ans, depuis la fin de la guerre.

Monsieur l'Orateur, j'entendais tout à l'heure l'honorable ministre du Revenu national (M. Benson) dire que les conservateurs n'ont fait aucune suggestion, et c'est vrai. Il est bien beau de dire: coupez les dépenses. Pourquoi n'ont-ils pas coupé les dépenses, quand ils étaient au pouvoir? Et, le gouvernement actuel ne propose rien, lui non plus! Les deux s'attaquent; l'un dit à l'autre: lorsque vous étiez là, vous n'avez pas fait mieux que nous, et l'autre dit: lorsque nous y étions, nous avons essayé de faire mieux que vous autres. En définitive, ni l'un ni l'autre ne fait mieux que l'un ou l'autre. Les deux sont dans le même sac. Le Nouveau parti démocratique suggère le «contrôle» des prix. Cela ne change encore rien: c'est un cataplasme sur une jambe de bois. C'est sa solution.

Les créditistes, eux, proposent une augmentation du revenu des travailleurs ou du peuple canadien sans que cette augmentation de revenu entre dans le prix de revient des marchandises, sans augmenter les salaires qui vont entrer dans le prix de revient des «opérations».

Les créditistes suggèrent une augmentation du pouvoir d'achat qui n'entre pas dans le prix de revient des marchandises. A ce mo-